

« Était au coin de la rue à jouer à la toupie » Contrôle de la mobilité juvénile à La Réunion (1858-1880)

Véronique Blanchard

Mise en ligne : septembre 2025

DOI : <https://doi.org/10.51185/journals/rhca.2025.0902>

Résumé

Cet article explore le contrôle de la mobilité juvénile dans les villes réunionnaises au XIX^e siècle, à partir de sources judiciaires inédites. Les enfants et jeunes gens réunionnais sont régulièrement considérés comme des vagabonds par les autorités judiciaires coloniales, sans réelle justification. La plupart de ces dits « vagabonds » sont en fait des enfants engagés, qui s'ils sortent pour une course, parfois une escapade de quelques heures, voire une fugue de quelques jours, sont arrêtés et envoyés devant la Justice de paix, leur mobilité étant considérée comme trouble à l'ordre public. La sanction principale est était un enfermement au pénitencier de La Providence. L'article souligne l'arbitraire d'une justice coloniale influencée par des mentalités esclavagistes, où la mobilité juvénile est perçue comme une menace. Les sources utilisées offrent un rare aperçu des voix et expériences de ces enfants marginalisés dans l'espace urbain réunionnais.

Mots-clés : agentivité ; colonisation ; enfance ; justice ; vagabondage

“Was on the Street Corner Playing with a top”. Controlling Youth Mobility in Réunion (1858-1880)

Abstract

This article examines the control of juvenile mobility in Reunionese cities during the 19th century, drawing on unpublished judicial sources. Reunionese children and youths were frequently labeled as vagrants by colonial judicial authorities without legitimate justification. Most of these so-called “vagrants” were in fact indentured workers. They were arrested and brought before the district court, their mobility being considered a disturbance to public order. The main punishment was confinement in the Providence penitentiary. The article highlights the arbitrariness of a colonial justice system influenced by slaveholding mentalities, where youth mobility was perceived as a menace. The sources used provide a rare glimpse into the voices and experiences of these marginalized children in the urban space of Reunion.

Keywords : childhood; vagrancy; colonisation; justice; agentivity



La silhouette des enfants des rues se dessine dans les espaces publics européens au XIX^e siècle¹. Gavroche des *Misérables* ou le David Copperfield de Dickens en deviennent les archétypes littéraires, tandis que la presse à grand tirage² et les œuvres picturales³ en fixent les représentations. La figure de jeunes garçons (plus rarement de jeunes filles) mendiant-es, vendeur-ses ambulant-es, jouant sur les boulevards, dormant sur les bancs ou participant à quelques révoltes, font en particulier partie de l'imagerie classique des classes populaires urbaines françaises⁴.

Au début du XIX^e siècle, en France, ces enfants inquiètent les autorités publiques et judiciaires, nombre d'entre eux sont alors qualifiés de « vagabonds » par le Code pénal de 1810⁵. Ils sont perçus comme délinquants et menaçants, ainsi que l'explique l'historien Jean-Jacques Yvoret : « "L'enfant des rues" suscite une véritable angoisse et on incarcère (...) ou on envoie dans les colonies correctionnelles, sous le chef de vagabondage, des mineurs qui n'ont pas dix ans et dont le seul tort est d'être orphelins ou délaissés⁶. »

Cette catégorie pénale spécifique du ou de la mineur-e vagabond-e offre à l'historien-ne des sources judiciaires précieuses pour mieux approcher la place des enfants dans l'espace public⁷. Ces archives émanent certes d'institutions normatives, mais comme cela a été démontré pour les femmes⁸ ou pour les adolescent-es⁹, elles fournissent également une retranscription du quotidien et de la parole du justiciable. Y sont révélées les expériences enfantines de la rue et le contrôle que ces jeunes gens subissent de la part des adultes et des forces de police. Les interrogatoires, les procès-verbaux sont à la première personne et parfois il est même possible de retrouver dans les dossiers des tribunaux des lettres émanant des usager-es qui écrivent à la justice pour plaider leur cause¹⁰. Autant de pistes pour atteindre « dans les replis des archives¹¹ » les voix de ces mineur-es si absentes habituellement dans les sources.

Dans une volonté de développer le thème de la marginalité des enfants africains dans l'espace public de manière diachronique, il a semblé intéressant d'utiliser la catégorie judiciaire du vagabond pour tenter de dessiner leur place dans les villes de La Réunion au milieu du XIX^e siècle en contexte colonial¹².

Les enfants et jeunes gens réunionnais, à Saint-Denis ou à Saint-Pierre, sont régulièrement considérés comme des vagabonds par les autorités judiciaires coloniales. Cette « marmaille¹³ », arrêtée dans les espaces publics (rues, marchés, parcs...), est sortie pour une course ou une demande spécifique de leur employeur, parfois c'est pour eux l'occasion d'une escapade de quelques heures, voire d'une fugue de quelques jours. Il arrive que les autorités policières les arrêtent et les envoient au tribunal, considérant leur mobilité comme un

¹ Référence de « Était au coin de la rue à jouer à la toupie » citée dans le titre : Archives départementales de la Réunion (ADR), 122W660, Lettre Paquir, Saint-Denis, le 19 mai 1870.

² Nombreux articles dans *Le Petit Journal*, *Le Monde illustré* (par exemple le 25 octobre 1869) ou *Le Siècle*.

³ Voir par exemple l'exposition des Musée du Mans et Musée des Beaux-Arts de Bordeaux (2025), *L'Enfance sous l'œil des artistes* avec les œuvres d'Auguste de Châtillon sur les petits métiers des enfants des rues (circa 1840-1850).

⁴ Chevalier Louis (1958), *Classes laborieuses, classes dangereuses à Paris pendant la première moitié du XIX^e siècle*, Paris, Plon.

⁵ De l'article 269 à l'article 273.

⁶ Yvoret Jean-Jacques (2007), « Les jeunes d'aujourd'hui sont-ils les mêmes que ceux d'hier? », *Melampous*, pp. 61-65.

⁷ Peu de travaux sur cette période et ces archives ont été menés pour l'instant, à l'exception de l'article de Maillard Bruno (2012), « "Ils sortiront des hommes." Les enfants du pénitencier de l'Îlet à Guillaume (île de la Réunion) 1864-1879 », *Criminocorpus*. Voir également les travaux initiaux sur la délinquance juvénile en Afrique au XX^e siècle, comme ceux de Fourchard Laurent (2010), « The Making of the Juvenile Delinquent in Nigeria and South Africa », *History Compass*, 8(2), pp. 129-142.

⁸ Voir Farge Arlette (2009), *Essai pour une histoire des voix au dix-huitième siècle*, Paris, Bayard ; Perrot Michelle (1998), *Les Femmes ou les silences de l'histoire*, Paris, Flammarion.

⁹ Gardet Mathias (dir.) (2009), « Paroles libres, paroles captives : lectures des dossiers de jeunes placés », *Revue d'histoire de l'enfance irrégulière*, 11 ; Revenin Régis (2015), *Une histoire des garçons et des filles : amour, genre, sexualité dans la France d'après-guerre*, Paris, Vendémiaire ; Blanchard Véronique (2019), *Vagabondes, voleuses, vicieuses. Adolescentes sous contrôle de la Libération à la libération sexuelle*, Paris, Les Pérégrines.

¹⁰ Hugon Anne (2024), « Se faire entendre. Lettres d'un jeune délinquant aux autorités coloniales de Gold Coast, 1940. », in P. Barthélemy et al. (dir.), *Villes, genre, cinéma. Dans les pas d'Odile Goerg*, Paris, Karthala.

¹¹ Renucci Florence, « Que nous apprend la justice coloniale », mars 2024, *Esprit de justice*, France Culture. En ligne, consulté le 6 mai 2025. URL : <https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/esprit-de-justice/que-nous-apprend-la-justice-coloniale-6505790>

¹² La Réunion est une colonie française de peuplement, connue d'abord sous le nom de l'île Bourbon, les premiers habitants s'y installent à partir de 1646. Elle change de nom à plusieurs reprises (Révolution française, possession anglaise, Restauration). C'est la Seconde République qui lui redonne définitivement le nom de Réunion et c'est également en 1848 que l'esclavage y est aboli.

¹³ Mot désignant « enfant » en créole, peut aussi s'entendre par « bande d'enfants ».

trouble à l'ordre public. Nombre d'entre eux sont alors enfermés pour plusieurs semaines en prison ou dans le pénitencier pour enfants de l'île appelée La Providence¹⁴.

Cette étude s'appuie sur 177 dossiers de mineur-es présenté-es devant les trois types de juridictions réunionnaises entre 1858 et 1880¹⁵. Cette périodisation correspond à la période avérée où les jeunes mineur-es condamné-es par les tribunaux à La Réunion peuvent être dirigés vers un pénitencier pour enfants¹⁶. Entre ces deux dates, il a été retrouvé 114 affaires jugées devant les tribunaux correctionnels et les cours d'assises de Saint-Denis et Saint-Pierre¹⁷, et il existe la trace de 63 enfants adressés aux tribunaux de simple police (dite Justice de paix), pour lesquels des réclamations sont déposées au procureur général de la Colonie¹⁸. Il a été possible d'identifier près de 50 enfants qualifiés de vagabonds par les autorités judiciaires¹⁹. Les éléments recueillis dans ces dossiers ont pu être recoupés à l'aide des répertoires nominatifs d'enfants placés dans le cadre de ce délit de vagabondage²⁰ et des comptes rendus d'audience adressés par les procureurs généraux au ministère de la Marine et des Colonies²¹, ainsi qu'avec des éléments de la correspondance entre le Supérieur de La Providence et sa hiérarchie²².

Ces documentations rendent possible une première étude de la mobilité juvénile dans les villes réunionnaises au mitan du XIX^e siècle. Y a-t-il des différences notables entre le traitement du vagabondage en contexte colonial et celui en France métropolitaine ? Assiste-t-on au même type de régulation des mouvements des corps enfantins ici, que dans les villes de l'hexagone ? Est-il possible de démontrer que l'histoire de l'esclavage, puis de l'engagisme²³ influence les perceptions et décisions judiciaires en contexte réunionnais ? Enfin, est-il envisageable avec les sources judiciaires de mieux percevoir les profils des enfants et des jeunes dans l'espace public réunionnais ?

Pour répondre à ces questions, il sera tout d'abord nécessaire de présenter la législation du vagabondage des mineur-es en France et de tenter de cerner les spécificités d'application dans l'espace colonial de La Réunion. Dans un second temps, l'analyse portera sur les réactions sociales face à la mobilité enfantine et juvénile, en examinant les motifs d'arrestations, les modalités des jugements et leurs conséquences sur la vie des enfants, ainsi que les réactions des familles et des employeurs face aux décisions de justice.

Que dit la législation coloniale de la mobilité des enfants dans les rues à La Réunion ?

S'intéresser à l'enfance dans la rue, par le prisme du délit de vagabondage, demande à présenter ce délit et son traitement spécifique pour les mineur-es tant en France hexagonale que dans la colonie de La Réunion au XIX^e siècle.

¹⁴ Cornec Thierry et Blanchard Véronique (dir.) (2022), *Le pénitencier pour enfants (1863-1879) redécouvert de l'Îlet à Guillaume*, Documents d'archéologie préventive.

¹⁵ Il s'agit d'une recherche débutée en 2023 dans le cadre de la chaire de professeure junior de l'Université d'Angers, et donc d'une première étude. Le corpus présenté ici n'est qu'un corpus d'étape, le dépouillement complet des archives n'étant pas terminé.

¹⁶ Création du pénitencier pour enfants de La Providence (à Saint-Denis) en 1858, fermeture administrative de la vice-communauté de l'Îlet à Guillaume en 1880. Voir le résumé du rapport rendu au département de La Réunion : Blanchard Véronique (2023), « Un pénitencier à La Réunion : une histoire de pierres, d'hommes et d'enfants (1863-1879) », *Décodages*, 3, pp. 1-3. Il faut souligner, d'une part, que cet établissement ne reçoit que des garçons, et il qu'il n'existe pour l'instant pas d'archives sur un éventuel pénitencier pour filles sur l'île. D'autre part, il est notable que ce pénitencier soit dirigé par la congrégation du Saint-Esprit, connue à La Réunion ; un point que nous ne pourrions pas développer ici.

¹⁷ Archives en cours d'inventaire aux archives départementales de La Réunion (ADR) dont je tiens à remercier le personnel pour leur accompagnement et l'aide précieuse apportés lors de ces recherches.

¹⁸ Les archives de la Justice de paix à La Réunion ne sont pas exploitables en l'état. La masse des prévenu-es empêche de trouver les mineur-es éventuel-les. Ici, c'est le début de l'exploitation du fonds des lettres au procureur général qui a été utilisé, ADR, 122W660.

¹⁹ Ce sont exactement 46 procédures qui ont été dépouillées : 35 pour vagabondage uniquement, 10 correspondant à des enfants poursuivis pour vagabondage et vol et 1 pour vagabondage et prostitution.

²⁰ Archives nationales d'Outre-Mer (ANOM), COL H763, répertoire nominatif du pénitencier de La Providence.

²¹ ANOM, REU 275, REU 385, REU 513 (des années 1867 à 1881) (chaque référence correspondant à un registre).

²² Archives de la congrégation du Saint-Esprit, Chevilly-Larue, cote 3M1.9.1 à 3M1.9.5 et 3M1.3a3.

²³ Flory Céline (2015), *De l'esclavage à la liberté forcée. Histoire des travailleurs africains engagés dans la Caraïbe française au XIX^e siècle*, Paris, Karthala.

Transposition de la loi sur le vagabondage des mineurs du Code pénal au « Code pénal colonial »

Les historien·nes s'accordent pour considérer que l'histoire d'une justice spécifique pour les mineur·es en France débute avec les codes pénaux de 1790 et 1810²⁴. Ce sont en effet ces deux codes qui posent d'une part le principe d'un âge de la minorité judiciaire pour toute personne âgée de moins de 16 ans. D'autre part, avec les articles 66 et 67, la notion de discernement devient centrale pour ces mineurs pénaux. Si l'enfant est considéré comme non discernant, il est acquitté et peut être renvoyé chez lui ou être placé en correction²⁵ jusqu'à sa majorité civile. S'il est considéré comme discernant, il est jugé coupable, condamné, mais à une peine moitié moins longue que celle d'un adulte majeur (donc de plus de 16 ans).

Ce sont également ces codes pénaux qui définissent le délit en vagabondage, sans faire de distinction entre les majeurs et les mineurs (et ce jusqu'en 1935). Nombreux sont les enfants des classes populaires et urbaines à être envoyés en correction sous ce motif. En effet, l'article 270 du Code pénal définit le délit en ces termes : « Les vagabonds ou gens sans aveu sont ceux qui n'ont ni domicile certain, ni moyen de subsistance, et qui n'exercent habituellement ni métier ni profession ». A priori ces trois circonstances sont cumulatives. L'infraction est alors punie de « trois à six mois d'emprisonnement » à l'issue desquels les délinquants demeurent « à la disposition du gouvernement pendant le temps qu'il déterminera, eu égard à leur conduite » (art. 271). Comme le souligne l'historien Jean-Jacques Yvrol :

En dépit de la définition apparemment précise du vagabondage, ce délit est à géométrie très variable. Quelle est la durée du chômage qui vous transforme en personne habituellement sans métier ni profession ? Une chambre louée au jour le jour dans un garni constitue-t-elle un domicile certain ? Surtout un mineur dont la subsistance et le logement sont normalement assurés par ses parents peut-il être considéré comme vagabond²⁶ ?

Les différentes jurisprudences, émanant tant des cours d'appel que de la Cour de cassation, renforcent la conviction qui considère que l'enfant errant nécessite un enfermement.

Le vagabondage est dangereux à tout âge ; il a surtout, pour un enfant, ce caractère particulier de façonner l'âme à l'oisiveté, de lui inspirer le dégoût du travail et de le mettre sur le penchant du vice. Si, trop jeune encore, il ne sent pas tout le tort qu'il se fait à lui-même, et celui dont il menace la société, la justice trouve dans nos codes des dispositions qui lui permettent d'atténuer la peine. Mais la loi veut une punition qui ne consiste pas dans la détention accidentelle qui précède le jugement mais dans celle qui porte le caractère de la peine, en vertu du jugement même.²⁷

La loi et les pratiques décident alors que ces jeunes vagabonds doivent être acquittés car ils sont sans doute à la rue par manque de discernement ou par la faute de leurs familles. Il devient envisageable de les envoyer en maison de correction non pas trois mois comme le stipule la loi des majeurs mais bien jusqu'à leur majorité civile (21 ans). Aussi, les petits vagabonds constituent-ils à partir des années 1840, la population majoritaire des lieux d'enfermement spécifiques de l'enfance : colonies pénitenciaires et prisons dans la France hexagonale, avec des lieux restés emblématiques comme la colonie agricole de Mettray (Indre-et-Loire²⁸) ou la prison pour mineurs de la Petite Roquette à Paris²⁹.

L'historienne du droit Florence Renucci, utilise l'expression « capsules de France³⁰ » pour évoquer la transposition des lois de la métropole dans les colonies : cette image correspond parfaitement à ce qui se déroule à La Réunion pour la législation des mineur·es. Le droit voyage, traverse les océans, et le régime judiciaire français est adapté avec certains délais sur les terres colonisées réunionnaises. Le cadre politique et social est celui spécifique d'une colonie royale, puis impériale et enfin républicaine. Le roi Charles X revoit

²⁴ Eric Pierre et Yvrol Jean-Jacques (dir.) (2015), « Naissance et mutations de la justice des mineurs », *Revue d'histoire de l'enfance irrégulière*, 17 ; Blanchard Véronique et Gardet Mathias (2017), *Mauvaise Graine, deux siècles d'histoire de la justice des mineurs*, Paris, Textuel.

²⁵ C'est-à-dire que la justice peut décider de son placement dans un établissement correctif, de type colonie agricole pénitentiaire ou pénitencier pour enfants.

²⁶ Yvrol Jean-Jacques, « Introduction à la notice vagabondage des mineurs », *Portail enfants en justice*. En ligne, consulté le 15 juin 2024. URL : <https://enfantsenjustice.fr/?vagabondage-des-mineur-e-s>

²⁷ Bulletin des arrêts de la Cour de cassation, section criminelle, arrêt n° 41 du 21 mars 1823, tome XXVIII, Paris, Imprimerie royale, 1824, p.115-116. Cité dans Yvrol Jean-Jacques (2011), « C'est la faute aux parents... Délinquance juvénile, famille et justice au XIX^e siècle », *Dialogue*, 4(194), pp. 9-20.

²⁸ Pierre Éric (2008), « La colonie agricole de Mettray », *Histoire et sociétés, revue européenne d'histoire sociale*, 25-26, pp. 83-94.

²⁹ Blanchard V. et Gardet M., *Mauvaise Graine, deux siècles ...*, op. cit.

³⁰ Renucci F., « Que nous apprend la justice coloniale... », op. cit.

toute l'organisation judiciaire de Bourbon en 1829³¹. Cela crée un régime d'exception qui est la base de l'organisation judiciaire coloniale, néanmoins la justice de la colonie doit s'appuyer sur les codes de la métropole, en particulier le Code civil et le Code pénal³². À la différence de l'organisation métropolitaine, ce n'est pas le garde des Sceaux qui gère les affaires judiciaires de La Réunion mais le ministère de la Marine et des Colonies et ce sur toute la période qui nous intéresse. C'est ce même ministère qui est en charge du système pénitentiaire et non le ministère de l'Intérieur.

Les éléments spécifiques aux mineur-es du droit français sont repris à La Réunion avec un certain délai mais dans le même esprit. Ainsi l'ordonnance du 30 décembre 1827 permet l'application du Code pénal, et on retrouve dans ce texte les articles 66 et 67 sur le discernement des mineur-es. On y lit également la définition du vagabondage et les réponses pénales afférentes³³.

Il faut attendre le mois d'avril 1848 pour que la circulaire de séparation des mineur-es et des majeur-es soit enregistrée sur l'île et, à l'instar de la métropole, elle aura de réelles difficultés à être appliquée.

Le premier pénitencier pour enfants, La Providence, est créé en 1858 à Saint-Denis. Si la loi du 5 août 1850 sur le patronage et les jeunes détenus ne trouve un écho dans la législation réunionnaise qu'en 1876, elle est néanmoins connue et appliquée dans l'île avant sa promulgation. Et tant le gouverneur, le procureur de la République que les directeurs du pénitencier s'y réfèrent régulièrement bien avant 1876. On lit dans la correspondance du père supérieur de La Providence dès le début des années 1860 que : « Le directeur de l'Intérieur a pris une excellente mesure pour notre pénitencier, tous les enfants condamnés par les divers tribunaux de la colonie qui n'auront pas l'âge de 21 ans seront conduits chez nous. Le commissaire central m'a fait part de cette mesure et va m'envoyer 26 enfants³⁴. »

Dans les archives administratives se trouve également une note manuscrite où il est rappelé que les colonies pénitentiaires doivent accueillir : « Les jeunes détenus acquittés en vertu de l'article 66 du Code pénal comme ayant agi sans discernement, et les jeunes détenus condamnés à un emprisonnement de plus de 6 mois et qui n'excède pas 2 ans ayant agi avec discernement³⁵. »

La justice coloniale à La Réunion est donc un décalque de celle de la métropole pour les mineur-es déviant-es et délinquant-es. À partir de 1858, un juge au tribunal correctionnel à Saint-Denis ou à Saint-Pierre est donc en mesure de poursuivre pour vagabondage un jeune de moins de 16 ans, et de l'envoyer comme non discernant en correction jusqu'à sa majorité à La Providence ou à partir de 1864 à la Vice-Communauté de l'Îlet à Guillaume³⁶. Ainsi, le jeune Malambé Prosper, 15 ans, habitant chez son père, est poursuivi pour avoir été en « état de vagabondage » avec un majeur en 1872. Il est acquitté par le tribunal correctionnel mais envoyé à l'Îlet à Guillaume pour deux ans, alors que son comparse majeur de 18 ans sera lui puni de quatre mois de prison³⁷.

Ces similitudes législatives sont pourtant atténuées par une spécificité coloniale régulant le droit des travailleurs dans les colonies françaises suite à l'abolition de l'esclavage et qui autorise les autorités à contraindre et limiter la circulation des majeur-es, mais également des mineur-es.

³¹ Il faut rappeler que le 7 mars 1848, l'île Bourbon retrouve son nom républicain : La Réunion et que l'abrogation de l'esclavage est décrétée le 27 avril 1848 ; voir Tabuteau Jacques (1987), *Histoire de la justice dans les Mascareignes [la Réunion] : la balance et le capricorne*, Paris, Impr. Graphica.

³² Ne sera pas développée ici l'analyse de la transposition du droit en contexte colonial ; voir entre autre Renucci Florence (2011), « Les chantiers de l'histoire du droit colonial. Introduction », *Clio@Thémis. Revue électronique d'histoire du droit*, 4, pp. 1-5.

³³ Voir par exemple La Barre de Nanteuil Auguste (de) (1861), *Législation de l'île de La Réunion*, tome I, pp. 443-444. Pour une vision historique de cette notion à La Réunion voir entre autres les travaux de Wanquet Claude (1999), *Histoire d'une révolution. La Réunion (1789-1803)*, 3 tomes, Marseille, éditions Jeanne Laffite.

³⁴ Archives générales de la congrégation du St-Esprit (Spiritains) CSSP, 3m1.9.1, Lettre du père Duboin au révérend père supérieur, 3 mai 1861.

³⁵ ADR, CX7, non coté, document non daté mais rangé dans la chemise liée au courrier entre le gouverneur et le directeur de la congrégation en 1871.

³⁶ Voir pour l'histoire du pénitencier, Blanchard V., « Un pénitencier à La Réunion... », art. cité.

³⁷ ADR, 3U356, Minutes correctionnelles de Saint-Pierre, TC de Saint-Pierre, 8 août 1872. Présent également dans les registres de La Providence (archives du diocèse).

Engagisme et « ateliers de discipline » : spécificités de l'espace colonial et impact pour les petits vagabonds

Une réelle singularité de la législation à La Réunion, sans équivalent sur le territoire hexagonal, est celle concernant l'engagisme et son corollaire : les « ateliers de discipline ». En effet, avec l'abolition de l'esclavage, et la crainte des grands propriétaires de ne pas avoir de main-d'œuvre à disposition, les anciens esclavagistes obtiennent le droit « d'engager³⁸ » les affranchis et de nombreux immigrés (plus de 150 000 engagés sont accueillis à la Réunion dans les cinquante années suivant l'abolition³⁹). Il apparaît alors nécessaire aux notables locaux et au gouvernement colonial de créer une législation particulière concernant le contrôle de ces engagés et de réprimer le vagabondage devenu prétendument le « fléau des colonies⁴⁰ ». Sont dès lors créés sur l'île des ateliers de discipline par les arrêtés du 24 octobre 1848 et du 17 février 1849 à destination des « affranchis vagabonds » qui refuseraient le travail ou qui se comporteraient mal avec leurs employeurs⁴¹. Les contraventions sont généralement des amendes mais si l'engagé ne peut pas les payer, la sanction est transformée en enfermement disciplinaire d'une durée maximale légale de 100 jours. Ces infractions de simple police sont confiées à la Justice de paix. Le décret du 13 février 1852 applicable aux Antilles, en Guyane et à La Réunion renforce le contrôle des nouveaux travailleurs, ou engagés. Ici, le critère d'absence de domicile certain n'est plus central, dorénavant avec l'article 16 de ce décret le vagabondage est défini par l'absence de travail : « Les vagabonds ou gens sans aveu sont ceux qui, n'ayant pas de moyens de subsistance, et n'exerçant habituellement ni métier, ni profession, ne justifient pas d'un travail habituel par un engagement d'une année au moins ou par leur livret⁴². »

A priori, ces peines ne concernent pas les mineurs qui ne devraient être soumis en tant que vagabonds qu'aux articles 269 et suivant du Code pénal applicable à La Réunion depuis 1827, comme expliqué ci-dessus. Néanmoins, nombreux sont les enfants engagés (ou pas) à passer devant le tribunal de simple police et être considérés comme vagabonds indisciplinés. Au titre d'un entremêlement entre le Code pénal et le décret de 1852, des centaines d'entre eux subissent des peines courtes à La Providence plutôt qu'en ateliers disciplinaires, mais parfois des placements de plusieurs années sont prononcés pour certains mineurs comme Joseph Icase :

ICASE Joseph, numéro 104 890, actuellement sans engagement, demeurant et domicilié à Saint-Pierre, célibataire, prévenu de vagabondage (...) Attendu qu'il résulte des débats, que le nommé ICASE Joseph est en état de vagabondage, n'exerçant ni métier ni profession et ne justifiant pas d'un travail certain.

Délit, prévu et puni par les articles 269, 271 du Code pénal, 16 et 18 du décret du 13 février 1852.

Mais attendu que le tribunal décide que le dit ICASE Joseph a agi sans discernement, étant âgé de moins de 16 ans. Vu l'article 66 du Code pénal, ainsi conçu, article 66, lorsque l'accusé aura moins de 16 ans, s'il est décidé qu'il a agi sans discernement, il sera acquitté, mais sera, selon les circonstances, remis à ses parents ou conduit dans une maison de correction pour y être élevé et détenu pendant tel nombre d'années que le jugement déterminera, et qui toutefois ne pourra excéder l'époque qu'il aura accompli sa vingtième année.

Par ces motifs, le tribunal, après en avoir délibéré conformément à la loi, acquitte le prévenu ICASE Joseph, mais dit qu'il sera conduit dans une maison de correction où il sera détenu pendant deux années à partir de ce jour, et le condamne aux frais liquidés à 12 francs 45 centimes⁴³.

Ce type de situation ne manque pas de soulever des questions légitimes de droit, surtout qu'il est complexe de comprendre pourquoi certains mineurs vagabonds sont jugés en correctionnel comme c'est le cas ici

³⁸ L'historien Fudel Suma parle lui de « servilisme » ; voir Eve Prosper et Fuma Fudel (2008), *Les lazarets à La Réunion, entre histoires et histoire*, Saint-André, Océan éditions. Sur l'engagisme, en particulier celui concernant les Indiens venus à La Réunion, voir : Marimoutou-Oberlé Michèle (2015), « Engagisme et contrôle sanitaire : quarantaine et lazarets de quarantaine dans les Mascareignes aux XIX^e siècle et début du XX^e siècle », thèse de doctorat, Université de Nantes.

³⁹ Stanziani Alessandro (2020), *Les métamorphoses du travail contraint : une histoire globale (XVIII^e-XIX^e siècles)*, Paris, Presses de Sciences Po, p. 205 ; voir en particulier le chapitre 5 : « L'abolition en pratique (années 1830-1860) : le cas des Mascareignes ».

⁴⁰ Auvergnon Philippe et Connes Delphine (2021), « L'encadrement juridique du travail dans les vieilles colonies au XIX^e siècle ou comment sortir de l'esclavage », in Le Crom J.-P. et Boninchi M. (dir.), *La chicotte et le pécule. Les travailleurs à l'épreuve du droit colonial (XIX^e-XX^e siècles)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, pp. 125-147.

⁴¹ Ces mêmes ateliers disciplinaires sont également institués en Guadeloupe, Martinique et Guyane quelques mois auparavant ; voir : Flory C., *De l'esclavage à la liberté forcée*, op. cit., p. 68 et suivantes.

⁴² Duvergier Jean-Baptiste (1834-1949), *Collection complète des lois, décrets, ordonnances, règlements et avis du conseil d'État*, tome L, p. 380-382.

⁴³ ADR, 3U61, Minutes correctionnelles, tribunal correctionnel de Saint-Pierre, 10 décembre 1877.

et d'autres, par le juge de paix avec des différentiels de peine importants alors que les faits sont identiques : « Monsieur le procureur général, le nommé Rémy, Malgache, âgé de 13 ans, engagé à mon service, a été condamné par le juge de paix à 100 jours de pénitencier pour vagabondage. Comme il n'a pas pu dire le nom de son engagiste lorsqu'il a été arrêté par la police, je viens vous prier de vouloir bien donner des ordres pour qu'on me le rende⁴⁴. »

Entrer dans les dossiers, tenter de percevoir le contexte des arrestations, le cadre des décisions judiciaires et quelques éléments sur les profils des jeunes arrêtés dans l'espace public rend possible d'approcher les déplacements juvéniles et d'analyser les contrôles exercés. L'hypothèse est d'une part que cette justice coloniale est une justice de « classe » (ce sont des notables qui président les tribunaux) et les justiciables quand ils sont créoles semblent être des « Petits-Blancs⁴⁵ » et que, d'autre part, il s'agit également d'une justice racisée : les juges sont majoritairement des hommes blancs venus de la métropole et les justiciables des enfants noirs, indiens, ou malgaches... Le cas des engagés et du régime disciplinaire les enserrant, permet également de s'interroger sur les réflexes esclavagistes des engagistes, qui dix ou vingt ans après l'abolition semblent continuer à considérer les travailleurs, en particulier les mineurs⁴⁶ comme leur propriété.

Contrôle colonial de la mobilité des enfants à La Réunion

Qui sont les cibles privilégiées des contrôles policiers dans villes réunionnaises ? Sur quels critères les autorités fondent-elles leur qualification juridique du vagabondage, et quels objectifs sous-tendent cette criminalisation ? Enfin, quelle place réelle occupent enfants et adolescent-es dans les rues, et comment leur présence y est-elle régulée ?

Il n'est pas aisé de répondre à ces questions. Les photographes ou les cartes postales images ne montrent que peu de scènes de genre urbain avec des enfants⁴⁷, et la presse locale, elle, s'intéresse rarement à ce type de délits, préférant les faits divers plus sordides⁴⁸.

Néanmoins, dans les archives judiciaires il est possible de trouver les mineur-es poursuivi-es pour « vagabondage » : il apparaît rapidement que ce mot recoupe des situations bien différentes (de la simple promenade, à la « désertion » de plusieurs jours). La police et la justice étant promptes à arrêter puis à condamner en particulier de jeunes garçons engagés, essentiellement « cafres », « malbars », ou malgaches⁴⁹.

Les contours flous du vagabondage des enfants : arrestations fréquentes et jugements parfois hâtifs

Les 46 affaires de vagabondages concernent 19 prévenus poursuivis dans le cadre de tribunaux correctionnels et 27 émanant de demandes de grâce auprès du procureur général.

Les dix-neuf minutes correctionnelles sont pauvres pour qui veut obtenir des informations sur les circonstances du vagabondage des mineurs et les raisons de leurs arrestations. Elles permettent en revanche de préciser le lieu de l'arrestation, la date du jugement, l'âge de l'enfant, le plus souvent son lieu de naissance et des informations sur ses parents (né de... , ou orphelin...) et le fait qu'il soit engagé ou pas. Puis il est fait mention du délit : « en état de vagabondage », « vagabondage », « de n'avoir ni domicile certain, ni moyens

⁴⁴ ADR, 122W660, Lettre Rémy, Saint-Denis, le 9 janvier 1868.

⁴⁵ La question intersectionnelle d'une justice de « classe » et « racisée » est à interroger et pourrait être le cœur d'un autre article. Voir sur la question des « Gros-Blancs » et des « Petits-Blancs » : Hoarau François (2013), *De quelle couleur sont les blancs ? Des « petits Blancs » des colonies au « racisme anti-Blancs »*, Paris, La Découverte, pp. 110-120 ; voir en particulier le chapitre 10, « La couleur indiscernable des "Petits-Blancs" de l'île de La Réunion ».

⁴⁶ Voir le travail sur les enfants d'engagés au Sénégal suite à l'interdiction de la traite : Brignac Kelly (2024), « Children, Agricultural Labor, and Engagement à Temps in the 1820s Senegal River Valley », *Esclavages & Post-esclavages*, 4, pp. 1-21.

⁴⁷ Voir la magnifique collection de photographies et de gravures sur le site de [l'Iconothèque historique de l'Océan Indien](https://www.musee-louis-maheuvre.com/).

⁴⁸ Voir par exemple Grosset Carole (2011), « La criminalité dans la ville à La Réunion au tournant du xx^e siècle », in Rajaonah F. V. (dir.), *Cultures citadines dans l'océan Indien occidental (xviii^e-xx^e siècles) : pluralisme, échanges, inventivité*, Paris, Karthala, pp. 339-360.

⁴⁹ Nous utilisons ici la terminologie de l'époque, qui désigne les populations originaires de la côte Africaine, de l'Inde, et de Madagascar. Cette catégorisation peut être qualifiée de stéréotypée et discriminatoire, elle est pourtant encore utilisée aujourd'hui par les Réunionnais. Elle nécessite d'être contextualisée, voir par exemple Labache Lucette (1999), « Les relations interethniques à La Réunion », *Cahiers de sociologie économique et culturelle*, 31, pp. 101-115.

d'exercer habituellement ni métier, ni profession⁵⁰ », et exceptionnellement des annotations plus précises : « Attendu qu'il résulte des débats, la preuve que le prévenu s'est rendu coupable. Premièrement, d'avoir à Saint-Leu, lieu-dit Le Piton, dans le courant du mois de mars, soustrait frauduleusement une somme de 15 francs et des effets à usage au préjudice du sieur Ferdinand, et que, après avoir déserté depuis un mois environ, de chez son engagiste, le sieur Édouard Pignolet⁵¹. »

Puis les minutes indiquent la peine décidée par le Tribunal : « Jugement correctionnel du 4 décembre 1873, qui l'acquitte comme ayant agi sans discernement, mais l'envoie en correction pour deux ans⁵² » ou « Jugement correction qui le place en maison de correction jusqu'à sa vingtième année⁵³ ».

En revanche pour les vingt-sept situations où le procureur général reçoit des réclamations suite aux décisions de la Justice⁵⁴, les informations concernant les circonstances de l'infraction sont souvent détaillées et offrent donc des éléments sur les conditions et motifs des arrestations policières. Il n'existe que deux courriers où les raisons de l'arrestation ne sont pas explicitées. Pour les vingt-cinq autres situations, la réalité juridique de l'état de vagabondage est souvent contestable et contestée.

Si certains parents ou engagistes, auteurs des lettres, tentent de reprendre le terme judiciaire « vagabond » – ainsi une mère écrit : « ... Mon fils Coudaya, indien, âgé de 10 ans, qui a été envoyé à La Providence comme vagabond et arrêté dans le mât du pavillon⁵⁵ » ou un père : « ... Condamné le 27 au matin par la Justice de paix comme vagabond à 3 mois de pénitencier, sous le nom d'Arthur Olivette, nom de sa mère⁵⁶ » –, nombreux sont ceux et celles qui se contentent de décrire les faits.

Il s'agit souvent d'enfants logés, dans leur famille ou chez leurs engagés, arrêtés dans l'espace public à la suite d'une course ou d'une promenade et qui se retrouvent au poste de police puis devant la Justice de paix. C'est le cas par exemple du jeune François Didoit, 13 ans, qui selon sa mère : « (...) s'était absenté dans la journée et était allé se promener, comme font tous les enfants de son âge⁵⁷ » ou le frère de Victorin qui raconte : « Arrêté dans le bazar de Saint-Denis, où il était allé faire, comme d'habitude, sa commission journalière de pauvre malheureux, on a eu le malheur de l'arrêter en mon absence⁵⁸ (...) », ou encore le cas de Joseph engagé de 15 ans qui est arrêté dans la rue même de son engagiste, comme l'explique ce dernier au procureur : « Cet enfant n'est pas un vagabond, mais comme il a un amour propre excessif, il n'a pas voulu, même après les instances de son père, avouer qu'il est à mon service (...) C'est un indépendant à sa manière, surtout lorsqu'il met ses bottines pour se promener la nuit⁵⁹. »

Ces différentes situations éclairent deux points essentiels. Le premier est que les jeunes garçons sont régulièrement dehors, ils vont au marché, sur la place de la cathédrale à Saint-Denis, à l'embarcadère⁶⁰, au « bal théâtre indien⁶¹ » ou tout simplement « se promener sans but⁶² », voire s'égarer⁶³ dans les rues du voisinage. Il est notable d'ailleurs qu'il n'apparaît pas de situations où plusieurs enfants soient arrêtés ensemble. Deuxièmement, il est assez clair, à lire ces 25 lettres, que peu de situations relèvent réellement de la définition juridique du vagabondage que ce soit celle de l'article 27 du Code pénal ou celle du décret du 13 février 1852 et de son article 16⁶⁴. D'ailleurs, nombreux sont les courriers récusant la légitimité des arrestations et des condamnations, à l'image de Joseph en bottines, certains ayant même des mots précis et sévères pour critiquer la justice.

⁵⁰ ADR, U875, ligne 73, jeune Meliades, 15 ans, 17 février 1872.

⁵¹ ADR, 3U54, Minutes de Saint-Pierre, jeune Hosten, 15 ans, 30 mars 1870.

⁵² ADR, U878, TC Saint-Denis, ligne 1154, le jeune Anicet, 14 ans, 4 décembre 1873.

⁵³ ADR, U868, TC Saint-Denis, ligne 325, le jeune Didier, 15 ans, 17 décembre 1864.

⁵⁴ Essentiellement la Justice de paix, à l'exception de quelques dossiers pour lesquels on peut se demander si la décision n'émane pas d'un tribunal correctionnel.

⁵⁵ ADR, 122W660, Lettre Coudaya, Saint-Denis, le 26 mars 1865.

⁵⁶ ADR, 122W660, Lettre Sidas, Saint-Denis, le 28 janvier 1869.

⁵⁷ ADR, 122W660, Lettre Didoit, Saint-Denis, 21 janvier 1868.

⁵⁸ ADR, 122W660, Lettre Boyer, Saint-Denis, 20 février 1866.

⁵⁹ ADR, 122W660, Lettre Alexis, Saint-Denis, le 4 avril 1868.

⁶⁰ Deux enfants sont arrêtés au Mât du Pavillon soit sur le lieu de l'embarcadère de Saint-Denis, voir Gerber Frédéric (2020), « La Réunion, Saint-Denis, nouvelle entrée ouest phases 2 et 3 », *Rapport de diagnostic archéologique*, Inrap NAOM.

⁶¹ ADR, 122W660, Lettre Manos, Saint-Denis, décembre 1869.

⁶² ADR, 122W660, Lettre procureur, non nommé, 30 mars 1865.

⁶³ ADR, 122W660, Lettre Neyani dit Paul, Saint-Denis, 7 août 1867.

⁶⁴ Voir le développement sur le décret de 1852 ci-dessus.

Ainsi, M. Berg, médecin de l'hôpital colonial de Saint-Denis, n'hésite pas à dénoncer la situation en janvier 1866 :

Monsieur le procureur général,

J'ai l'honneur de réclamer auprès de votre autorité contre un jugement du tribunal de paix de Saint-Denis.

Un jeune cafre de nom de Cassambé, à mon service depuis plus de 4 ans, arrêté le 24 décembre dernier, a été condamné à un an de pénitencier à La Providence.

Le registre de la Justice de paix, qu'on a bien voulu me communiquer, le mentionne comme vagabond⁶⁵. Or, depuis 4 ans, ce petit cafre me sert de cocher. Et toute la ville l'a vu, constamment, chaque jour dans ma voiture.

Je pense, monsieur le procureur général, que le tribunal de paix a outrepassé ses droits.

En me privant pendant un an d'un domestique qui m'est indispensable et qu'une condamnation aussi grave doit dans tous les cas émaner d'un tribunal plus élevé⁶⁶ (...)

Ce courrier, sans réponse, pose de manière claire la situation que vivent de nombreux enfants pauvres de La Réunion, en particulier les jeunes travailleurs issus de l'esclavage ou de l'immigration : une répression intense de leurs circulations, un *continuum* dans le sentiment de propriété des employés-engagistes et une volonté de grand enfermement.

En effet, d'une part, la police et la justice interprètent de manière extensive la définition du vagabondage⁶⁷ puisque 19 des enfants décrits dans ces correspondances ont un engagé, et aucun n'est sans domicile. D'autre part, il faut noter que ces situations illustrent de manière flagrante le fait que toujours dans les années 1860-1870, les engagistes « portent (...) sur le travail libre le même regard qu'ils réservaient à l'esclavage⁶⁸ ».

Enfin, les juges de paix n'hésitent pas à condamner des jeunes indisciplinés à des durées d'enfermement bien supérieures à cent jours. Ce sont 18 enfants qui sont adressés au pénitencier pour des périodes dépassant les trois mois légaux, dont un condamné à dix ans de détention et onze mineurs dont il est noté « jusqu'à nouvel ordre » ce qui ne correspond à aucun texte de loi dans le cadre du vagabondage.

Essentiellement engagés, ces « marmailles » arrêtées dans les rues des villes réunionnaises restent des ombres pour l'historien-ne, cependant ces 46 dossiers consultés autorisent l'esquisse de quelques portraits d'enfants qui se retrouvent devant une justice coloniale en quête d'ordre public.

Silhouettes de « marmailles »

Il faut sans doute commencer par indiquer qu'à La Réunion, comme en métropole, la délinquance et la criminalité des mineur-es sont fort réduites comparées à celles des majeur-es⁶⁹. Les archives administratives adressées par le gouvernement colonial au ministère de la Marine et des Colonies permettent d'obtenir quelques statistiques précises des tribunaux correctionnels de La Réunion. Si l'année 1868 est prise en référence, 362 personnes sont jugées devant le tribunal correctionnel de Saint-Denis⁷⁰, les mineur-es représentent 1,65 % des prévenu-es⁷¹. En revanche, les éléments retrouvés concernant les statistiques des ateliers disciplinaires sont peu exploitables⁷² et ne donnent aucune indication sur le profil et les âges des personnes présentées devant la Justice de paix réunionnaise. Néanmoins, et même si la source est lacunaire, le registre d'écrou tenu par les Spiritains sur les entrées et sorties des mineurs confiés à La Providence (et à l'Îlet à

⁶⁵ Souligné dans la lettre.

⁶⁶ ADR, 122W660, Lettre Cassambé, Saint-Denis, 19 janvier 1866.

⁶⁷ Si on reprend le Code pénal et le décret il faut donc être sans domicile ou sans moyens de subsistance, sans travail ou sans engagement.

⁶⁸ Stanziani A., *Les métamorphoses...*, op. cit., p. 211.

⁶⁹ Pour la période étudiée, la majorité pénale est fixée à 16 ans révolus.

⁷⁰ ANOM, REU 268, dossier 1391, Statistiques de la justice criminelle, Saint-Denis, 1868

⁷¹ Il faut noter que comme pour l'ensemble des données judiciaires les femmes/filles sont sous-représentées devant les tribunaux, ici elles représentent 6 % des effectifs, mais il faut noter que ce sont 3 garçons et 3 filles qui sont jugés à Saint-Denis en 1868 en tant que mineur-es.

⁷² Il existe bien des bilans de l'activité des ateliers de discipline et des prisons édités par exemple en 1872 et 1874 (ANOM, REU 4) mais ils évoquent les journées de travail, ne comptabilisent pas les indisciplinés, vagabonds et autres détenus et n'évoquent jamais les mineurs.

Guillaume⁷³) indique que la Justice de paix est une justice de masse. En effet, ce ne sont pas moins de 200 enfants qui sont adressés disciplinairement au pénitencier pour la seule année 1870. Chiffre confirmé grâce à la correspondance entre la congrégation et le gouvernement colonial qui indique en 1871 que 143 enfants du pénitencier ont été jugés par la Justice de paix (« tribunaux de simple police⁷⁴ »).

Ensuite, il est nécessaire de resituer la place des 46 vagabonds identifiés dans l'ensemble des poursuites et des 179 dossiers étudiés. Le délit le plus représenté est le vol (37 % des affaires), le vagabondage simple vient en seconde position (19 %), associé au vol et ou à la prostitution, il représente alors 26 % des cas. Viennent ensuite les attentats à la pudeur (9 %), les faits de violence (5 %), l'infanticide (deux situations), un seul cas relevé de correction paternelle⁷⁵, et enfin 5 % de situations qui correspondent à des faits non qualifiés.

La justice coloniale entend donc majoritairement de jeunes voleurs et de nombreux petits vagabonds, ce qui ne correspond pas exactement aux statistiques mesurées en métropole où le vagabondage des mineurs sur la période est plutôt autour de 13 % de l'ensemble des délits reprochés aux moins de 16 ans. Chiffre qui tombe à 4 % au tournant du siècle⁷⁶.

En mêlant les deux corpus quelques autres chiffres retiennent l'attention. En moyenne, les enfants arrêtés ont 14 ans, l'âge médian est identique. Les deux plus jeunes ont 10 ans et le plus vieux a 18 ans⁷⁷. Pour treize enfants, les âges ne sont pas indiqués (le plus souvent car il est inconnu). Une seule fille est poursuivie pour vagabondage (et prostitution) : ne sont indiqués ni l'âge, ni la situation.

Concernant la question centrale de l'engagement, les dits vagabonds du corpus global⁷⁸ sont pour 28 d'entre eux engagés, et deux sont des apprentis. L'information n'est pas renseignée dans cinq situations.

Quelques éléments peuvent également être recueillis concernant les origines de naissance de ces petits vagabonds. Ainsi, 13 enfants sont d'origine indienne, certains ont même immigré dans les années qui précèdent l'arrestation : « arrivé le 26 janvier 1862⁷⁹ », « introduit dans la colonie le 30 juin dernier par le navire l'Africaine, capitaine Bousquet⁸⁰ » ; six sont désignés comme « cafres » ou « marron⁸¹ » c'est-à-dire noirs, originaire des côtes africaines, et peut-être enfants d'affranchi-es, deux sont malgaches, et sept semblent créoles (soit c'est indiqué, soit la consonance de leur patronyme – Boyer, Baisler, Fabré – peut le laisser supposer). Pour onze enfants le lieu de naissance est bien « La Réunion » (dans les années 1850), mais en l'état il est difficile de connaître l'origine de leur famille. Enfin, pour sept d'entre eux nous n'avons aucun élément.

Les archives informent également sur le registre des peines retenues en cas de vagabondage. Comme attendu, la justice correctionnelle est plus sévère que la Justice de paix⁸², les peines prononcées étant en moyenne de trois ans pour l'une et moitié moins pour l'autre. Néanmoins la peine la plus lourde (dix ans en correction) émane bien d'un juge de paix, puisque le jeune Coudaya, 10 ans, a été condamné à rester jusqu'à sa majorité civile à La Providence et ne sera pas libéré malgré la demande de sa mère⁸³.

⁷³ ANOM, COLL H763, Répertoire (registre d'écrou) du pénitencier de La Providence, 29 pages. Ce répertoire est précieux car il permet d'obtenir de nombreuses informations concernant les placements au pénitencier mais il semble que les erreurs, doublons et manquements soient importants.

⁷⁴ Archives diocésaines, archevêché de Saint-Denis, Relevé des correspondances, année 1871.

⁷⁵ La correction paternelle est la mesure du Code civil qui permet à un père de famille de demander l'enfermement de son enfant suite à son « mauvais comportement ». Le Code civil est appliqué à La Réunion à partir de 1805.

⁷⁶ Yvrol Jean-Jacques (2008), « Vagabondage des mineurs et politique pénale en France de la Restauration à la République des Ducs », in Caron J.-C., Stora-Lamarre A. et Yvrol J.-J. (dir.), *Les âmes mal nées. Jeunesse et délinquance urbaine en France et en Europe (XIX^e-XX^e siècles)*, Besançon, Presses universitaires de Franche-Comté, p. 68 ; Pierre Éric et Niget David (2002), « Filles et garçons devant le tribunal des enfants et adolescents d'Angers de 1914 à 1940 : un traitement différencié », in Bard C., Chauvaud F., Perrot M., et Petit J.-G. (dir.), *Femmes et justice pénale, XIX^e-XX^e siècle*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, p. 329.

⁷⁷ Là encore il s'agit d'une anomalie, puisque 4 adolescents ont plus de 16 ans et sont pourtant considérés comme pouvant être envoyés en correction pour non-discernement.

⁷⁸ Il faut noter que le corpus de correspondances offre un biais, car il semble que les engagistes soient nombreux à savoir qu'ils peuvent réclamer « l'élargissement » de leurs engagés, c'est-à-dire leur mise en liberté.

⁷⁹ ADR, 122W660, Lettre Coutiapi, Saint-Denis, 21 décembre 1865, le courrier de l'engagiste est adressé avec le livret d'engagement de l'enfant.

⁸⁰ ADR, 122W660, Lettre Neyani dit Paul, Saint-Denis, 7 août 1867.

⁸¹ ADR, 122W660, Auguste Joseph, Saint-Denis, le 22 février 1871. Là encore le terme employé renvoie directement au vocabulaire esclavagiste.

⁸² A priori la Justice de paix ne peut condamner les vagabonds indisciplinés à plus de 100 jours de détention.

⁸³ ADR, 122W660, Lettre Coudaya, Saint-Denis, le 26 mars 1865, cité ci-dessus.

Pour résumer, les jeunes gens poursuivis pour vagabondage sont des adolescents, garçons de 14 ans, les deux tiers ont un engagiste, des moyens de subsistance et aucun n'est déclaré être sans domicile. Ils sont minoritairement jugés devant les tribunaux correctionnels, leur mobilité étant régulée essentiellement par la justice de proximité. Ils sont représentatifs de la société réunionnaise puisque « cafres », « malbars », malgaches et même créoles avec la probabilité d'une surreprésentation d'enfants issus de l'immigration récente de l'île. Pour finir, leurs déplacements sont fortement contrôlés et sanctionnés puisqu'ils se voient tous envoyés en correction dans le pénitencier pour enfant de l'île pour une durée souvent supérieure aux 100 jours réglementaires.

Autant d'éléments qui dressent des premiers portraits assez précis des enfants arrêtés dans les rues de Saint-Denis ou de Saint-Pierre. Toutefois, les archives judiciaires étudiées ne se résument pas à ces quelques données statistiques puisqu'au fil de la lecture de la correspondance au procureur, sont dévoilées de réelles tranches de vie.

*Against the grain*⁸⁴, ces enfants prennent corps. Ainsi Paul, 10 ans, « a une petite cicatrice en haut du ventre à droite. Il a aussi sur le devant du crâne une ou deux taches blanches⁸⁵ », quant à Coutiapin, 13 ans, il est écrit dans son livret qu'il est « velu dans le dos⁸⁶ ». Il est de la même manière, remarquable de noter les nombreux qualificatifs indiquant la jeunesse des prévenus : « petit », « jeune âge », « enfantillage », « comme tous les enfants de son âge », « imprudence d'enfant ». Il est touchant d'observer, que malgré les circonstances, les qualités de ces jeunes gens sont parfois soulignées : ce petit malgache est « un excellent petit sujet⁸⁷ », Joseph est « d'une intelligence remarquable⁸⁸ » ; tandis que François « est un excellent sujet dans tous les rapports⁸⁹ ». Au détour d'une missive on apprend également que plusieurs sont orphelins d'au moins un parent, voire des deux. Certains courriers sont particulièrement évocateurs et permettent de visualiser les enfants dans des scènes réalistes, par exemple le père de Pierre, 17 ans, raconte le mal singulier qui touche son fils :

La moindre contrariété, dégénère en surexcitation, et avant la crise provoquée, il s'opère en lui un cas extraordinaire. Il est complètement fou, enragé. L'aliénation est telle qu'il ne reconnaît personne. Il veut mordre et battre tous ceux qui l'entourent.

Cet instant de folie, ignominie, est suivi immédiatement de la crise épileptique qui termine tout et à la suite de laquelle une maladie de plusieurs jours s'inscrit.

Je vous dirai, Monsieur le procureur impérial, que ma femme, sa mère, et moi, nous avons été victimes de sa folie. J'avais cru à un manque de respect et d'obéissance, et j'avais prié, Monsieur le commissaire Lafosse, de vouloir bien l'en punir.

J'ignorais le cas extraordinaire de la maladie. On l'envoya à l'hôpital colonial, où il a été reconnu que sa folie et sa rage n'étaient que des effets de l'épilepsie et que des soins continuels et des occupations douces et tranquilles pouvaient seuls le rétablir...⁹⁰

Nombreuses sont les indications qui permettent de comprendre que ces adolescents pour la plupart travaillent au service de leurs parents, de leurs patrons, ou enfin de leurs engagistes : l'un promène des chiens, l'autre conduit une voiture, plusieurs se chargent de faire les courses et les repas, voire de s'occuper des enfants de la famille ou de leurs frères et sœurs. Ce sont d'ailleurs ces activités à la demande des adultes, qui les mènent dans les rues de la ville. Il existe également quelques sorties liées à de simples promenades et quelques loisirs (bals, balades nocturnes...). Beaucoup plus rarement, comme cela a été souligné, une fugue est à l'origine de l'arrestation. C'est le cas pour le jeune orphelin Gervais qui selon son oncle : « ... à bout de mauvais traitements [de son patron], prit la fuite du jour au lendemain et revenait chez sa grand-mère⁹¹ » ou de Gustave qui s'est échappé de chez son patron pendant deux jours⁹². Enfin, il apparaît que le placement au

⁸⁴ Comme le formulait l'argumentaire de l'appel à article : « Il faut alors souvent lire les archives "*against the grain*" ou entre les lignes, pour découvrir l'histoire de l'enfance et surtout l'histoire des enfants » : Bryant Kelly Duke et Ngalamulume Kalala (2024), « Appel à contributions n° 8. Enfants et enfances dans l'histoire de l'Afrique ». En ligne, consulté le 6 mai 2025. URL : https://oap.unige.ch/journals/rhca/08_Enfance

⁸⁵ ADR, 122W660, Lettre Neyani dit Paul, Saint-Denis, 7 août 1867.

⁸⁶ ADR, 122W660, Lettre Coutiapin, *op. cit.*

⁸⁷ ADR, 122W660, Lettre au procureur, sans nom, 30 mars 1865.

⁸⁸ ADR, 122W660, Lettre Joseph Alexis, *op. cit.*

⁸⁹ ADR, 122W660, Lettre Didoit, Saint-Denis, 21 janvier 1868.

⁹⁰ ADR, 122W660, Lettre Manos, décembre 1869.

⁹¹ ADR, 122W660, Lettre Baisler, non datée.

⁹² ADR, 122W660, Lettre Rassirambare, juin 1864.

pénitencier est un sujet d'inquiétude ou de mécontentement⁹³. Les principaux griefs des auteurs et autrices de ces lettres sont l'injustice, la sévérité de la punition ou sa supposée contre-indication, comme l'explique M. Madras, caissier comptable de l'agence de comptoir d'escompte :

J'espère donc bien que vous ne verrez pas d'inconvénients à faire droit à ma réclamation en ordonnant que cet enfant ne me soit rendu immédiatement.

Si je mets ce mot immédiatement, vous comprendrez sans aucun doute que c'est parce que je crains pour l'enfant le contact prolongé des pensionnaires du pénitencier⁹⁴.

Cependant, il faut souligner qu'il est maintes fois question de la nécessité de récupérer celui que l'on désigne par : « mon petit domestique⁹⁵ » ; « engagé à mon service⁹⁶ » ; « livré mon jeune engagé⁹⁷ ». Il est évident que les engagistes considèrent que ces enfants doivent être à leur disposition et on ressent, comme indiqué plus haut, fortement les comportements et les mots d'anciens esclavagistes, parfois explicitement assumés, comme M. Neyret n'hésitant pas à conclure son courrier par : « Je me fais fort, au besoin de fournir les preuves de propriété⁹⁸ ». Il est, d'ailleurs, envisageable d'imaginer que les jeunes Gervais, Gustave, Hosten ont fui car ils ne supportaient plus leurs conditions de travail, et tentaient par là de résister à l'exploitation subie. Comme le souligne l'historien Alessandro Stanzani, cette fuite est d'ailleurs assimilée par la société coloniale à du marronage : « Ces hommes en rupture de ban sont alors qualifiés de déserteurs et de fugitifs. L'emploi de cette terminologie témoigne bien, dans l'esprit des pouvoirs coloniaux, d'un *continuum* de traitement qui lie l'engagé de couleur rebelle (...) à l'esclave qui marronne (...) »⁹⁹.

Le tableau se précise, les figures s'affinent, quelques scènes incarnées émergent. Pourtant, les minutes correctionnelles n'offrant aucune procédure investigatrice, les voix des justiciables restent bien ténues. Par chance, une lettre, unique et de ce fait exceptionnelle, est écrite à la première personne du singulier. Jules Joseph, dont l'âge n'est pas révélé, s'adresse en 1866 au procureur général de sa graphie hésitante mais avec une orthographe correcte. Il explique sa situation :

Monsieur le procureur général, je prends la respectueuse liberté de m'adresser à vous pour obtenir de votre clémence grâce et liberté.

J'ai eu le malheur de perdre mon père et ma mère. Je n'ai plus de parents qui s'occupent de moi.

J'ai été pris, il y a à peu près sept ans, à une heure indue dans les rues et j'ai été condamné au pénitencier comme vagabond et orphelin jusqu'à ma majorité.

Mais ayant trouvé une personne généreuse, Madame Sylvère Eugénie, qui veut s'occuper et avoir soin de moi jusqu'à ce que je saurai me guider par moi-même. Je viens implorer votre bonté. Déniez de moi et m'accordez la liberté d'aller au service de cette dame qui a bien voulu jeter un œil de compassion de mon sort¹⁰⁰.

Jules Joseph n'est pas inscrit sur le registre de La Providence, son dossier judiciaire est pour l'heure non inventorié. Il est néanmoins envisageable de considérer qu'il a entre 17 et 19 ans quand il écrit cette lettre, car il a dû être jugé par le tribunal correctionnel entre ses 10 et 12 ans, alors qu'il se trouvait de nuit dans la rue, peut-être déjà orphelin (ou dans l'incapacité d'indiquer son domicile). Le juge a décidé de son non-discernement et l'a envoyé en correction à La Providence en 1859, soit un an après la création de l'établissement. Sa bonne tenue semble l'autoriser, après sept années de placement, à demander une sortie anticipée (avant majorité) via une promesse d'engagement, accompagnant son courrier. Ces lignes, au vocabulaire recherché : « clémence », « généreuse », « me guider », « implorer » « déniez » « compassion » ont éventuellement été dictées (voire écrites) par les frères, mais elles donnent à entendre la volonté d'un jeune homme qui se présente humblement devant le procureur général afin d'obtenir une libération qu'il considère justifiée.

⁹³ Il ne faut pas oublier qu'il s'agit également d'un biais lié à la source du second corpus.

⁹⁴ ADR, 122W660, Lettre Neyani, *op. cit.*

⁹⁵ ADR, 122W660, Lettre Badidiala, non datée.

⁹⁶ ADR, 122W660, Lettre Rémy, Saint-Denis, janvier 1868.

⁹⁷ ADR, 122W660, Lettre Imac, août 1867.

⁹⁸ ADR, 122W660, Lettre Rassirambe, 1864.

⁹⁹ Stanziani A., *Les métamorphoses...*, *op. cit.*, p. 212.

¹⁰⁰ ADR, 122W660, Lettre Jules-Joseph, Saint-Denis, le 19 août 1866.

Si le Code pénal français est repris sur le sol colonial de La Réunion, il est complété par des arrêtés qui autorisent à réguler de manière stricte, sur l'île, les libertés et les déplacements des travailleurs. L'étude de dossiers judiciaires des « marmailles » prévenues de vagabondage à Saint-Denis et à Saint-Pierre entre 1858 et 1880 montre comment l'interprétation large de cette réglementation, légitime prétendument son application aux mineur-es afin d'exercer un contrôle ferme de leur mobilité.

« Enfants des rues », ou plutôt enfants dans les rues, surveillés et arrêtés de nuit comme de jour par une police zélée parce qu'ils flânent, portent des courses, promènent des chiens, admirent des saltimbanques, mais sont pourtant considérés comme des jeunes sans travail, sans domicile et troublant l'ordre public.

Ce sont des centaines d'enfants qui chaque année se retrouvent au tribunal pour un délit, transformé en une indiscipline. Ils sont ensuite envoyés de manière expéditive entre les murs du pénitencier de La Providence ou dans les hauteurs de la vice-communauté de l'Îlet à Guillaume pour de longues semaines, voire de nombreux mois. Enfants et adolescents, majoritairement issus des classes laborieuses de l'île, engagés auprès des classes dominantes, qui ne peuvent espérer être libérés que si leurs parents ou leurs « maîtres » les réclament de manière ferme et convaincante¹⁰¹.

Cette première étude à partir d'archives inédites dresse des portraits impressionnistes d'enfants subissant l'arbitraire d'une justice rendue en contexte colonial, imprégnée par les mentalités et les us esclavagistes. Prolongée elle devrait permettre d'en affiner les traits et de donner à entendre quelques autres voix enfantines¹⁰².

Véronique Blanchard, Université d'Angers (France)

Bibliographie

- AUVERGNON Philippe et CONNES Delphine (2021), « L'encadrement juridique du travail dans les vieilles colonies au XIX^e siècle ou comment sortir de l'esclavage », in Le Crom J.-P. et Boninchi M. (dir.), *La chicotte et le pécule. Les travailleurs à l'épreuve du droit colonial (XIX^e-XX^e siècles)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, pp. 125-147.
- BLANCHARD Véronique (2019), *Vagabondes, voleuses, vicieuses. Adolescentes sous contrôle de la Libération à la libération sexuelle*, Paris, Les Pérégrines.
- BLANCHARD Véronique (2023), « Un pénitencier à La Réunion : une histoire de pierres, d'hommes et d'enfants (1863-1879) », *Décodages*, 3.
- BLANCHARD Véronique et GARDET Mathias (2017), *Mauvaise Graine, deux siècles d'histoire de la justice des mineurs*, Paris, Textuel.
- BRIGNAC Kelly (2024), « Children, Agricultural Labor, and Engagement à Temps in the 1820s Senegal River Valley », *Esclavages & Post-esclavages*, 4, pp. 1-21.
- BRYANT Kelly Duke et NGALAMULUME Kalala (2024), « Appel à contributions n° 8. Enfants et enfances dans l'histoire de l'Afrique ». En ligne, consulté le 6 mai 2025. URL : https://oap.unige.ch/journals/rhca/08_Enfance
- CHEVALIER Louis (1958), *Classes laborieuses, classes dangereuses à Paris pendant la première moitié du XIX^e siècle*, Paris, Plon.
- CORNEC Thierry et BLANCHARD Véronique (dir.) (2022), *Le pénitencier pour enfants (1863-1879) redécouvert de l'Îlet à Guillaume*, Documents d'archéologie préventive.
- ERIC Pierre et YVOREL Jean-Jacques (dir.) (2015), « Naissance et mutations de la justice des mineurs », *Revue d'histoire de l'enfance irrégulière*, 17.

¹⁰¹ Sur les lettres est parfois indiquée la décision prise par le procureur général, ainsi nous savons que 12 réclamations sont accordées, et 3 refusées ; en revanche 12 d'entre elles ne comportent aucune mention.

¹⁰² Kristine Moruzi, Musgrove Nell et Pascoe Leahy Carla (dir.) (2019), *Children's Voices From The Past : New Historical And Interdisciplinary Perspectives*, Cham, Palgrave Macmillan.

- EVE Prosper et FUMA Fudel (2008), *Les lazarets à La Réunion, entre histoires et histoire*, Saint-André, Océan éditions.
- FARGE Arlette (2009), *Essai pour une histoire des voix au dix-huitième siècle*, Paris, Bayard.
- FLORY Céline (2015), *De l'esclavage à la liberté forcée. Histoire des travailleurs africains engagés dans la Caraïbe française au XIX^e siècle*, Paris, Karthala.
- FOURCHARD Laurent (2010), « The Making of the Juvenile Delinquent in Nigeria and South Africa », *History Compass*, 8(2), pp. 129-142.
- GARDET Mathias (dir.) (2009), « Paroles libres, paroles captives : lectures des dossiers de jeunes placés », *Revue d'histoire de l'enfance irrégulière*, 11.
- GERBER Frédéric (2020), « La Réunion, Saint-Denis, nouvelle entrée ouest phases 2 et 3 », *Rapport de diagnostic archéologique*, Inrap NAOM.
- GROSSET Carole (2011), « La criminalité dans la ville à La Réunion au tournant du xx^e siècle », in Rajaonah F. V. (dir.), *Cultures citadines dans l'océan Indien occidental (XVIII^e-XX^e siècles) : pluralisme, échanges, inventivité*, Paris, Karthala, pp. 339-360.
- HOARAU François (2013), *De quelle couleur sont les blancs ? Des « petits Blancs » des colonies au « racisme anti-Blancs »*, Paris, La Découverte.
- HUGON Anne (2024), « Se faire entendre. Lettres d'un jeune délinquant aux autorités coloniales de Gold Coast, 1940 », in P. Barthélémy et al. (dir.), *Villes, genre, cinéma. Dans les pas d'Odile Goerg*, Paris, Karthala.
- KRISTINE Moruzi, MUSGROVE Nell et PASCOE LEAHY Carla (dir.) (2019), *Children's Voices From The Past : New Historical And Interdisciplinary Perspectives*, Cham, Palgrave Macmillan.
- LABACHE Lucette (1999), « Les relations interethniques à la Réunion », *Cahiers de sociologie économique et culturelle*, 31, pp. 101-115.
- MAILLARD Bruno (2012), « "Ils sortiront des hommes." Les enfants du pénitencier de l'Îlet à Guillaume (île de la Réunion), 1864-1879 », *Criminocorpus*.
- MARIMOUTOU-OBERLÉ Michèle (2015), « Engagisme et contrôle sanitaire : quarantaine et lazarets de quarantaine dans les Mascareignes aux XIX^e siècle et début du XX^e siècle », thèse de doctorat, Université de Nantes.
- PERROT Michelle (1998), *Les Femmes ou les silences de l'histoire*, Paris, Flammarion.
- PIERRE Éric (2008), « La colonie agricole de Mettray », *Histoire et sociétés, revue européenne d'histoire sociale*, 25-26, pp. 83-94.
- PIERRE Éric et NIGET David (2002), « Filles et garçons devant le tribunal des enfants et adolescents d'Angers de 1914 à 1940 : un traitement différencié », in Bard C., Chauvaud F., Perrot M., et Petit J.-G. (dir.), *Femmes et justice pénale, XIX^e-XX^e siècle*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, p. 329.
- RENUCCI Florence (2011), « Les chantiers de l'histoire du droit colonial. Introduction », *Clio@Thémis. Revue électronique d'histoire du droit*, 4, pp. 1-5.
- RENUCCI Florence, « Que nous apprend la justice coloniale », mars 2024, *Esprit de justice*, France Culture. En ligne, consulté le 6 mai 2025. URL : <https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/esprit-de-justice/que-nous-apprend-la-justice-coloniale-6505790>
- REVENIN Régis (2015), *Une histoire des garçons et des filles : amour, genre, sexualité dans la France d'après-guerre*, Paris, Vendémiaire.
- STANZIANI Alessandro (2020), *Les métamorphoses du travail contraint : une histoire globale (XVIII^e-XIX^e siècles)*, Paris, Presses de Sciences Po.
- TABUTEAU Jacques (1987), *Histoire de la justice dans les Mascareignes [la Réunion] : la balance et le capricorne*, Paris, Impr. Graphica.

- Wanquet Claude (1999), *Histoire d'une révolution. La Réunion (1789-1803)*, 3 tomes, Marseille, éditions Jeanne Laffite.
- YVOREL Jean-Jacques (2007), « Les jeunes d'aujourd'hui sont-ils les mêmes que ceux d'hier ? », *Melampous*, pp. 61-65.
- YVOREL Jean-Jacques (2008), « Vagabondage des mineurs et politique pénale en France de la Restauration à la République des Ducs », in Caron J.-C., Stora-Lamarre A. et Yvrel J.-J. (dir.), *Les âmes mal nées. Jeunesse et délinquance urbaine en France et en Europe (XIX^e-XX^e siècles)*, BESANÇON, Presses universitaires de Franche-Comté.
- YVOREL Jean-Jacques (2011), « C'est la faute aux parents... Délinquance juvénile, famille et justice au XIX^e siècle », *Dialogue*, 4(194), pp. 9-20.
- YVOREL Jean-Jacques, « Introduction à la notice vagabondage des mineurs », *Portail enfants en justice*. En ligne, consulté le 15 juin 2024. URL : <https://enfantsenjustice.fr/?vagabondage-des-mineur-e-s>